

Laïss Barkouk

Safer Spaces Espaces vitaux



Plume touche-à-tout, Laïss Barkouk aime se frotter aux débats de société. Entre autofiction, critiques artistiques et rêves romanesques, elle déchiffre, décortique et restitue des concepts. Aux côtés du collectif Poetik Queer (@poetik_queer), elle lance des mots tranchants sur le papier et sur les scènes ouvertes. Aux côtés de l'asbl Vulcana (@vulcana.asbl), elle anime des ateliers d'écriture et sensibilise aux questions LGBTQ, aux parcours *queer* et à la notion de *safe space*. Mais un *safe space*, qu'est-ce que c'est ?

Vous avez remarqué que lorsqu'on répète plusieurs fois le même mot, on a l'impression qu'il ne veut plus rien dire ? *Safe space, safe space, safe space, safe space, safe space, safe space...*

Un *safe space*, c'est un espace où les comportements violents restent sur le pas de la porte ? Une pratique incessante pour échapper à un monde anxiogène ou un tampon un peu facile utilisé façon label à l'entrée des lieux branchés ? Honnêtement, un peu tout ça à la fois. On parle de *safe space* aujourd'hui dans certains milieux culturels et militants parce que les traductions proposées en français (espace « sûr » ou espace « sécurisant ») ne parviennent pas à offrir un équivalent. Le concept a été théorisé par des personnes victimes d'oppressions multiples, opprimées en raison de certaines de leurs caractéristiques physiques, traits identitaires ou de personnalité. Dans cette quête d'émancipation des rapports de domination, elles ont imaginé un *safe space* qui prendrait en compte la réalité des discriminations systémiques¹. L'idée de *safe space* a ainsi pris vie pour permettre aux personnes discriminées de s'exprimer, de partager leurs vécus et d'exister sans peur de subir des attitudes et réactions violentes.

¹ Tous les termes suivis d'une astérisque sont définis à la fin du texte.

Aux origines du *safe space*: discriminations et rapports de dominations

Comme le dit très bien la sociologue féministe Enrica Pianaro: «les *safe spaces* existent parce que subsistent dans nos sociétés des rapports de domination qui placent différents groupes une position de minorité et d'infériorité. Ces rapports sociaux de genre, de race, de classe et de sexualité sont à l'origine des discriminations, de l'exclusion et de la stigmatisation.»² Historiquement, les *safe spaces* sont des espaces de défiance, des espaces politiques, des espaces de lutte. Ils sont étroitement liés à une dynamique révolutionnaire parce qu'ils sont le théâtre de revendications pour celles et ceux qui subissent l'oppression des groupes dominants. Celles et ceux qui subissent de la LGBTIphobie, mais aussi celles et ceux qui subissent le racisme, le validisme*, la psychophobie* ou toute autre forme de rejets ayant des effets au quotidien. Parfois, une même personne subit simultanément plusieurs formes de discriminations et se retrouve par là même plus invisibilisée encore. Ces personnes ont d'autant plus besoin de se retrouver entre elles, pour être, se reconnaître et parler entre pairs, sans risque d'être interrompues ou censurées ni que leurs vécus ne soient niés ou remis en question.

L'idée de *safe space* surgit, dans les années 1960 aux États-Unis, au sein de la communauté LGBT réunie dans l'enceinte de quelques rares bars autorisant l'entrée à ses membres à une époque où la répression sociale et politique de l'homosexualité est très forte. C'est notamment en réponse aux violences policières répétées à l'encontre de la communauté au sein même de ces espaces qu'auront lieu des émeutes en 1969 à New York puis la première *Pride* l'année suivante. Plus tard, dans les années 1970, le mouvement féministe s'empare à son tour de la notion de *safe space* pour se regrouper entre femmes dans des lieux «en mixité choisie», c'est-à-dire réservés à une ou plusieurs catégories de personnes discriminées, ce qui leur permet d'agir et de parler librement.

Dans les années 1980, le *safe space* arrive en entreprise par des employé·es LGBT de la firme étasunienne AT&T, victimes à la fois de sexisme et de racisme, qui utilisent le concept pour mettre en place des assemblées; puis en 1996 par une ONG reconnue par le droit américain sous le nom d'Equal! pour le droit des travailleurs LGBT de Nokia (ex-Alcatel-Lucent, fusion d'une filiale AT&T et d'Alcatel)³. À ses débuts, la notion de *safe space* prenait donc racine dans le combat

politique et la lutte syndicale des groupes opprimés. Mais, dès les années 1990, dans le monde de l'entreprise, la dimension militante intersectionnelle* est mise de côté et laisse place à une vision utilitariste du *safe space*. La création d'un dit *safe space* est envisagée simplement dans l'optique d'une meilleure performance des salarié·es et d'une meilleure image de marque. Les objectifs politiques sont désormais marchands. Cependant, les entreprises ne sont pas les seules à utiliser le concept au risque de l'instrumentaliser: depuis les années 2010, les écoles, les institutions culturelles, les espaces festifs, les lieux de création artistique, partout où rencontres et diversité sociale coexistent, la question du *safe space* semble se poser.

En Belgique et en France, leur apparition dans le débat public est souvent associée au mouvement «woke»* qui rappelle l'importance de rester «éveillé·e» face aux injustices sociales et aux inégalités raciales. Il s'agit pourtant d'un faux raccourci, facilité par le fait les deux expressions sont anglo-saxonnes et n'ont pas encore trouvé de traduction francophone satisfaisante. Pourtant, de plus en plus de publics réclament des *safe spaces* en même temps que la masse des détracteur·rices grossit à vue d'œil. Dites *safe* pour voir?

² «*Safe(r) spaces*. Des espaces bienveillants contre les murs de la domination», Enrica Pianaro, in *Forum* Nr. 410, octobre 2023.

³ *Changing Corporate America from Inside Out: Lesbian and Gay Workplace Rights*, Nicole Christine Raeburn, University of Minnesota Press, 2004.

Le concept souffre d'une méconnaissance ou d'un malentendu quant à son ambition, lequel nourrit le discours de certain-es détracteur-rices considérant que les *safe spaces* reflètent les fragilités individuelles ou les hystéries identitaires de l'époque. À partir du moment où l'on comprend qu'ils n'ont pas prétention à diviser la société mais qu'ils participent plutôt à une meilleure communication et expression de chacun-es, plus de raison de s'y opposer. Mais tout le monde n'a pas le même besoin d'y entrer ni de le faire perdurer. Pour cette raison, «le *safe space* a besoin d'espaces de non-mixité choisie pour rester vraiment *safe*»⁴.

Safe space et mixité choisie: inclusivité mal placée?

Pour rendre pérennes les *safe spaces*, ses créateur-rices constituent des groupes en «non-mixité», se retrouvent au sein de réunions dites «non mixtes». Ces expressions suscitent beaucoup de rejet alors même que la non-mixité existe depuis longtemps sans avoir été nommée ainsi. À l'époque où les femmes et les personnes dites «de couleur» étaient totalement exclues des lieux de culture et de pouvoir, les ségrégations produisaient naturellement de la non-mixité, masculine et blanche. De l'autre côté, les groupes discriminés et exclus se réunissaient déjà entre

eux, là où ils le pouvaient, pour discuter de leur situation et trouver des solutions pour l'améliorer. Aujourd'hui, alors que l'égalité entre tous les individus est supposément garantie par la loi, la façon de s'organiser et de construire des autonomies politiques a évolué.

Parler aujourd'hui de mixité «choisie» et non plus de «non-mixité» démontre une volonté récente d'inclusion et d'auto-affirmation du plus large choix de communautés possible. La mixité choisie peut se décliner aussi largement que le spectre des personnes faisant face à des discriminations systémiques. La nouvelle vague féministe de cette dernière décennie avec en son creux le mouvement #Metoo*, le renouveau de l'écoféminisme* et l'ébranlement de la binarité du genre en est l'une des explications. Au sein de ces mouvements, les violences sexistes et sexuelles, la domination blanche et hétéronormée* sont fortement décriées. Plus que jamais, on lie (souvent à raison) tous les maux de la société au patriarcat, et donc à la domination masculine. D'où la multiplication d'événements qui communiquent par exemple avec la mention «sans hommes hétéros cisgenres*» ou «sans mecs *cishet*» (*cis* pour cisgenre et *het* pour hétérosexuel).

La revendication de ces espaces, notamment lorsqu'il s'agit de mixité choisie est contestée

au motif qu'ils encourageraient des divisions dans la société. Or, tout au contraire, alors que la société actuelle uniformise et individualise, le *safe space* recrée du lien entre les destins, reforme le collectif et redonne du sens à des combats communautaires nécessaires au vivre-ensemble.

Le *safe space* n'exclut pas. Il inclut au contraire toutes celles et ceux qui se trouvent, de fait, en dehors des débats. Il ne renforce pas les inégalités, il les rappelle.

En tant qu'espaces autogérés construits à revers des rapports sociaux existants partout ailleurs, les *safe spaces* sont par nature atypiques, spéciaux, extraordinaires. L'ambition de vouloir les ériger partout où l'on se trouve (entreprise louable en soi) est donc impossible. Pour que tous les espaces deviennent *safe space*, il faut s'attaquer durablement aux racines les plus néfastes de nos sociétés et les éliminer. Lesquelles? Attention, la liste qui suit n'est pas exhaustive: la méritocratie et la reproduction sociale, la précarité et l'extrême pauvreté, le racisme évident et le racisme rampant, le sexisme et la misogynie, l'homophobie et la transphobie, la culture du viol* et le culte du mâle dominant dépourvu de sentiments. Un travail colossal que certains milieux militants, politiques et associatifs prennent

⁴ Enrica Pianaro, *op. cit.*

heureusement le temps d'abattre au quotidien. Une tâche très (très) loin d'être achevée. Quand elle le sera, les *safe spaces* n'auront plus besoin d'exister.

Aussi nécessaire et précieux soit-il, le *safe space* n'est ni un label, ni un concept en kit, ni une utopie, ni l'instrument de toutes les radicalités. C'est un espace vital. Un espace de liberté profondément ancré dans le réel et qui cherche dans le même temps, à s'en émanciper. Un espace pas si facile à bâtir.

Les ingrédients du *safe space*

Pour créer un *safe space* efficace, de quoi a-t-on besoin ? La recette n'est pas simple, d'autant qu'elle change au gré des époques, des discussions, des forces politiques et des luttes sociales : un *safe space* n'est pas fixe mais mouvant. Il n'appartient à personne qui s'y trouve et à tout le monde à la fois. Il se construit individuellement et collectivement. Le « je » se substitue au « nous » et se redéfinit en s'y reflétant. Créer les conditions d'un *safe space* ne se résume pas à en énoncer les contours physiques. Il ne suffit pas de le déclarer pour qu'il se matérialise. La réflexion doit se faire déjà bien en amont avec l'ensemble des personnes et des identités qui s'y retrouveront. La discussion et l'échange sont donc des ingrédients essentiels à sa création : discuter notamment des causes sociologiques et politiques concrètes de sa mise en place ;

écouter toutes les inquiétudes et toutes les paroles des individualités et des communautés qui souhaitent en faire partie ; échanger sur des vécus communs qui rassemblent et sur des histoires plurielles qui donnent matière à discuter, et ainsi de suite.

Un *safe space* peut exister parce qu'il y a eu l'effort d'une déconstruction des systèmes qui structurent la société dans laquelle il prend racine. Mais déconstruire les oppressions structurelles qui ont cours dans notre société ne peut se faire que dans les limites d'un espace-temps défini. Le *safe space* se construit donc à l'échelle d'un lieu, d'un groupe ou d'un moment précis. Multiplier les *safe spaces*, c'est œuvrer à un processus de déconstruction de la société dans son ensemble.

Et pour avoir la volonté de déconstruire, il est nécessaire d'avoir des intérêts communs. Il faut se reconnaître dans un désir partagé de se rassembler à l'intérieur d'un *safe space*. Aspirer à faire vivre un espace dans lequel on peut être libre, créatif·ve ; dans lequel on peut échapper, pour un temps, aux violences du monde, et dans lequel la bienveillance et le respect règnent en maîtres : tout un programme qui résonne davantage aux oreilles de celles et ceux qui y sont presque forcés·es. Bien que le *safe space* soit l'endroit d'un compromis et d'une attention permanentes, le temps qu'on lui consacre est tout sauf un luxe.

Parce que savoir reconnaître un *safe space* qui fonctionne, c'est être très conscient·e de ce qui

se joue partout ailleurs. C'est savoir que le monde professionnel, celui de la scolarité, de l'espace public et aussi celui de la famille peuvent être violents, intimidants, discriminants, harcelants. Une réalité dont sont généralement protégés·es celles et ceux qui profitent des privilèges d'appartenir à la « norme dominante » : les personnes cisgenres, blanches, bien nées, hétérosexuelles et valides*.

***Safe(r) spaces:* (re)prendre le contrôle du récit**

Évidemment, la machine bien huilée du capitalisme n'est jamais en reste lorsqu'il s'agit de reprendre à son compte une idée ou de diaboliser toute tentative qui chercherait à s'extraire du système. Difficile d'éviter le processus. Mais une fois que celle-ci a fini de digérer le dernier combat ou la dernière mobilisation en date, un travail de réappropriation peut s'amorcer. En commençant par redéfinir et repréciser les termes, (se) rappeler les origines du projet initial et remettre les personnes concernées au centre du récit. Tous les mouvements qui luttent pour plus d'équité en voulant faire reconnaître des dysfonctionnements et les inégalités profondes du système en place se heurtent à de l'incompréhension, à du déni quant à la réalité des inégalités sociales, à de la contestation (parfois très violente) et/ou à du *backlash**.

Dans le même temps, comme nous l'avons vu dans le monde de l'entreprise, les récupérations

politiques et mercantiles opèrent insidieusement sous nos yeux. C'est ce que désigne le processus du désormais fameux *pinkwashing*^{*}. Avec le pouvoir de l'arc-en-ciel, le *girl power* se vend, lui aussi, à gogo. Les messages deviennent des slogans pour vêtements et les personnes qu'elles concernent retournent peu à peu à l'oubli. C'est aussi par cette brèche que s'engouffrent beaucoup de partis d'extrême droite, comme la NVA en Belgique, qui a désormais son propre char pour défiler dans les cortèges de la Pride annuelle de Bruxelles.

Militer pour les droits des personnes LGBTQ est devenu un leurre et une tactique politique pour se donner une image progressiste tout en continuant de faire passer des lois liberticides (sans pour autant faire quoi que ce soit pour les communautés LGBTQ). C'est aussi ce qu'à fait le président français François Hollande en laissant trainer le vote de la loi sur «le mariage pour tous» pendant près d'un an au début de son mandat.

Face à cette récupération, l'idée est d'abord de ne pas désespérer; puis de reprendre et d'affirmer les concepts tout en gardant en mémoire ce qui a déjà été fait pour continuer de faire progresser la démarche.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, on commence à parler de *safer space*... Un espace que chaque

personne essaierait de rendre «plus sécurisant», par exemple par l'autoréflexion, les *call out*^{*} pertinents, la distribution du temps de parole, la gestion des conflits, la réparation, etc.

Safer est encore un terme anglo-saxon parce qu'il est toujours difficile de se mettre d'accord sur une seule traduction francophone. Certaines disent «sécurisant» et d'autres, comme le chercheur-e Cha Prieur⁵ préfèrent «espace bienveillant» - que chaque participant-e contribue à construire - pour ne pas renvoyer au champ lexical du contrôle et de la sécurité.

Mais au-delà de la bienveillance recherchée, dire *safer*, c'est avouer qu'il n'existe finalement pas d'espace dans lequel on peut affirmer qu'aucune oppression n'aura lieu. Loin de l'utopie, le *safer space* reconnaît l'impossibilité de s'émanciper, tout le temps, de toutes les formes de violences. Parler d'espace *safer*, c'est redire que pour les catégories les plus discriminées de la société, il n'y a que très peu de possibilités d'être «sécurisé-e.». Dire *safer*, c'est reprendre la parole avec une nouvelle idée plus aboutie encore, et saisir l'occasion de rappeler pourquoi les espaces *safer* ne sont pas une lubie. C'est comprendre que ces espaces existent pour: échanger, créer, penser, ressentir, partager, rêver, déambuler, faire la fête, séduire.

Pour vivre et faire société.



⁵ Cha Prieur, «Penser les lieux queers: entre domination, violence et bienveillance. Étude à la lumière des milieux parisiens et montréalais», thèse de doctorat, Université Paris 4, 2015.

***Discriminations systémiques:** discriminations relatives à un système politique, économique et social donné. Qui ne sont pas le fruit d'individualités déconnectées de leur environnement.

***Psychophobie:** forme de discrimination et d'oppression à l'encontre de personnes qui ont ou sont réputées avoir un trouble psychique ou une pathologie mentale.

***Intersectionnalité:** outils d'analyse, souvent défini comme un concept, visant à appréhender les rapports de pouvoir, prenant en compte les effets structurels de différents systèmes de domination (de race, de classe, de genre) qui opèrent en s'imbriquant. Dans la continuité de la réflexion du féminisme noir autour des «oppressions simultanées», mises en avant dès le début du XX^e siècle par le Combahee River Collective, on attribue le terme d'intersectionnalité à Kimberlé W. Crenshaw, chercheuse afro-étasunienne dans le domaine du droit. Ainsi, l'intersectionnalité n'est pas parfaitement équivalente à la notion de «discriminations croisées» car elle renvoie à l'origine (1989) à la question très concrète et spécifique de l'accès des femmes noires à leurs droits et à une pleine citoyenneté.

***Woke:** se dit d'une personne conscient·e des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale. Créé il y a plus de deux siècles par les antiesclavagistes, le concept prend de l'ampleur sur les réseaux sociaux avec le mouvement politique Black Lives Matter (Les vies noires comptent) surgi en 2013 suite à la mort de Georges Floyd, un Afro-américain tué par un policier blanc à Minneapolis. Aujourd'hui, le «wokisme» est tantôt associé à toute pensée luttant contre les inégalités et les injustices, tantôt à un diktat du «progressisme».

***Cisgenre:** (contraire de transgenre); se dit d'une personne dont le genre attribué à la naissance (féminin ou masculin) est identique au genre ressenti par la suite.

***#Metoo:** le mouvement #MeToo a été lancé dès 2006 par la militante pour les droits civiques Tarana Burke, pour dénoncer les violences sexuelles. Mais il prend véritablement son envol en octobre 2017 dans la foulée de l'affaire Weinstein lorsque l'actrice américaine Alyssa Milano a lancé, sur Twitter, un appel aux survivantes de harcèlement ou d'agressions sexuelles, les invitant à publier un message disant «moi aussi» (#MeToo) afin de sensibiliser le public à l'ampleur du problème. Le mouvement naît dans le milieu du cinéma mais se répand dans les secteurs de la société, prouvant le caractère systémique des violences sexuelles.

***Écoféminisme:** terme issu de la contraction des mots «écologie» et «féminisme», introduit par Françoise d'Eaubonne en 1972. Selon la thèse essentielle de l'écoféminisme, les femmes comme la nature sont victimes de la domination masculine. Ainsi, aucune révolution écologique ne saurait faire l'économie d'une révolution féministe qui, elle seule, peut apporter un remède au système de domination des hommes sur la nature et les femmes.

***Hétéronormé:** qui répond à la norme hétérosexuelle. Par extension, qui considère que la norme hétérosexuelle est la seule valable et qu'elle devrait s'imposer à toutes. On parle de société hétéronormée ou d'hétéronormativité pour désigner plus largement un modèle sociétal dont l'ensemble des règles, des pratiques et des valeurs sont majoritairement fondés sur la prédominance, voire la supériorité, des rapports hétérosexuels.

***Culture du viol:** concept sociologique utilisé pour qualifier un ensemble d'attitudes et de comportements partagés au sein d'une société donnée, qui minimisent, normalisent, voire encouragent le viol.

***Validisme:** système faisant des personnes valides (qui ne portent aucun handicap physique ou mental) la norme sociale; et par extension, discrimination envers les personnes en situation de handicap.

***Backlash:** terme anglo-saxon qui sert à exprimer une conséquence négative ou une réaction hostile – en français traduit par les termes «contrecoup», «retour de bâton», ou encore «ressac». Depuis la parution en 1991 aux États-Unis de l'ouvrage de Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against American Women*, aux éditions Crown, le terme désigne plus spécifiquement une réaction violente d'une partie de la société face au progrès des droits des minorités.

***Pinkwashing:** procédé mercantile utilisé par un État, une organisation, un parti politique ou une entreprise pour améliorer son image en affichant son acceptation, voire son intégration de la communauté LGBTQ.

***Call out:** fait de dénoncer publiquement les propos ou les actions d'une personne, souvent en réclamant aux autres membres du groupe de prendre position et de participer à sanctionner la personne dénoncée. C'est une pratique de gestion des conflits et des abus dans les communautés militantes. La «call-out culture» ou «cancel culture» (de plus en plus présente sur les réseaux sociaux) s'avère parfois délétère et contreproductive pour les combats menés.